



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2018-04-15

COMITE SYNDICAL DU 25 AVRIL 2018

REGIME JURIDIQUE DE L'USTOM

L'an deux mil dix-huit, le vingt-cinq avril à 18 heures 00, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 18 avril 2018

Membres en exercice : 118 Membres présents : 66

Pouvoirs : 0

Le quorum est atteint, ce comité syndical peut valablement délibérer.

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BEYRIE Yves, REMAUT Alain, COVOLAN Mario, DESPUJOL Michel, GAY Gérard, CHAMPAGNE Marie-Claude, LABARBE Marie, LALAGUE Joëlle, ESPAGNET Didier, ARTERO Hervé, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, NICOLLE Daniel / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** DUBOUDIN Dominique, DUVAL Pierre / **Communauté de communes du Sauveterrois :** BENEY Régis, FOUILHAC Christiane, DADEL Jean-Denis, PRA Jean-Marc, HATRON Valérie, YON François, GASNAULT Jean-Pierre, GOMEZ Natacha, BOTTEGA Joseph, CHARENTON Michel, SALAGNAC pascal, PEYRE Francis, BLANCHEREAU Claude, DUBOS Jean-Claude, LEBRUN Gérard, LABORDE Thierry / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, LAGORCE Josette, LEGOUTIERES Alain, REY Jean-Louis, POINTET Dominique, LAPERROUSAZ Patrick / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** TRAVANUT Jean-Paul, BOURDIER Christian, BLANC Bernard, PAULETTO Patrice, DUVERGE Bernard, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, BRACHET Maryse, REBILLOUT Christian, MARTEL Christine, NEUVILLE Alain, BEDAT Marie-Claire, THIBEAU Daniel / **Communauté de communes du Pays Foyen :** BOULEAU Jacques, LAVOIR Denis, CONORD Diana, BASSET Jean-Michel, REBEYROLLE Jean-Jacques, BOUDENS David, POUPIN Annie, LA SALMONIE Jacques, SERVANT Jacques, HOSPITAL Patrick, NAUDON Jean-Pierre, VACHER Jean-Claude, VALADE Jean-Luc, REGNER Jean

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, JAUTARD Gilles, DUCASSE Jacky, DE RONNE Orande, LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, MALIRAT Jean-Pierre, ROBERTS Amanda, BOURGOGNE Véronique, DEHEAULME Isabelle, VILETTE Roger, MALLANDIT SALLAUD Christian, CARNELOS Christophe, CASTAGNET Bernard / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** FENELON Daniel, BIGOT Patrick, GUIMBERTEAU Yannick, LAURET Bernard / **Communauté de communes du Sauveterrois :** MIGAUD François, MARNIESSE Denis, LANGEL Christophe, RAYNE Yves, MACIAS Chantal, ACENA Xavier, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, BOUDIGUE René, REBILLOU Bernard, BONNAMY Nicole, AUBERT Daniel, BOUSCARY Emile, SAUTS Laurent, BRIS Daniel / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** GALLOT Christian / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** DUCOUSSO Jean-Claude, DUVIGNEAU LOBRE Didier, GEROMIN Michel, ZECCHINI Alphonse, LEPETIT Nathalie, DELONGEAS Jean-Claude, POIVERT Liliane, GAUTHIER Pierre, DUMARTIN William, MATHIEU Jean-Jacques, CESAR Gérard / **Communauté de commune du Pays Foyen :** BELLECULEE David, DARRIEUTORT Serge, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDES Jacques, LACHAIZE Yolande, DESROZIER Jacques, LETELLIER Maurice



REGIME JURIDIQUE DE L'USTOM

Vu l'article L2333-76 Modifié par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 - art. 71

Vu la circulaire n°FCPE1602199C relative à la récapitulation des nomenclatures budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales et à divers établissements public locaux du 10 juin 2016 des Ministères conjoints de l'Intérieur et des Finances,

Vu les articles 3 à 3-5 et suivants de la loi n°84-53 du 26 du janvier 1984.

Considérant la présentation faite en séance :

Monsieur Le Président expose l'analyse menée par un avocat interrogé au sujet des statuts et du mode de fonctionnement du syndicat.

Il ressort de cette analyse qu'en termes juridiques, l'USTOM a un statut d' établissement public administratif (EPA assimilable à un EPCI), et ce, quelles que soient ses activités.

Cependant, de par son mode de financement à travers la REOMI, l'USTOM assure un service à caractère industriel et commercial (SPIC).

En effet, le caractère industriel et commercial d'un service public est défini :

- Soit par la réunion de trois critères jurisprudentiels :
 - l'objet du service doit être analogue à celui des activités industrielles et commerciales du secteur privé ;
 - le service doit tirer l'essentiel de ses ressources des redevances et prix supportés par les usagers du service en contrepartie de la prestation que ce dernier leur accorde, ce qui suppose que cette prestation soit « vendue » à l'usager à son coût réel ou à un tarif proche de ce coût ;
 - le service doit être géré suivant des modalités analogues, ou comparables, à celles rencontrées dans le secteur privé industriel et commercial ;

- Soit par la loi.

L'USTOM se situe dans le premier cas de figure et ce, malgré un régime dérogatoire en terme de gestion et de perception de la redevance incitative.

Les services de la Direction Générale des Finances ont acté cette analyse.

Il est rappelé que :

- la nomenclature comptable applicable aux SPIC est la M4 ;
- les actes pris par une personne publique pour la gestion d'un SPIC relèvent du droit privé, excepté les actes relatifs à l'organisation du service, d'application générale et impersonnelle (actes dits « réglementaires »).

Dans l'attente des éventuelles démarches administratives à mettre en œuvre, il est décidé par le Comité Syndical, à l'unanimité :

- ACTE le passage à une nomenclature budgétaire de type M49 en remplacement de l'actuelle nomenclature M14 utilisée pour le budget principal, à compter du 1^{er} janvier 2019 ;
- AUTORISE le Président à procéder au recrutement, non plus de fonctionnaires, mais de CDD et/ou de CDI sur la base de contrats de droit privé répondant aux obligations de la Convention Nationale des Déchets et de signer tous les documents afférant aux obligations imposées à l'employeur dans le cadre de ces dits contrats



Envoyé en préfecture le 04/05/2018

Reçu en préfecture le 04/05/2018

Affiché le

SLO

ID : 033-253303499-20180425-D20180415-DE



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception
Sous-Préfecture le :
Par publication ou notification le :



Le Président,
Sylvain MARTY